Journal Burkinabè de la Statistique
2e trimestre 2025
Trimestriel d'Information du Système Statistique National
N° 0017

Echanges commerciaux au premier trimestre 2025

Le Burkina Faso réalise un excédent historique de 405 milliards de FCFA.

EDITORIAL Page 3
Données ouvertes : pilier d'une bonne gouvernance

ACTUALITES Page 6
Données ouvertes : Le Burkina Faso en tête en Afrique de l'Ouest

COMPRENDRE Page 8
DGESS/MESFPT : Un centre d'intelligence analytique qui éclaire les décisions stratégiques

DECOUVERTE Page 9
Diffusion des donnees ouvertes : Le Burkina migre vers la version 2.0 de l'ODP

CHIFFRES/RESULTATS Page 12
Accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement : Le Burkina Faso réalise des progrès importants

PORTRAIT/INTERVIEW Page 16
« Le Burkina est parmi les pays ayant eu le plus grand nombre d'admis aux concours du réseau des écoles de statistique, mais beaucoup de ces étudiants ne reviennent pas après leur formation »

Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes: www.insd.bf - www.cns.bf

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

JOURNAL BURKINABE DE LA STATISTIQUE

Trimestriel d'Information
du Système Statistique National

ÉDITEUR

Institut National de la Statistique
et de la Démographie
insd@insd.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Toubou RIPAMA
Directeur général de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉ

Bernard BERE
Directeur général adjoint de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie

COORDONNATEUR DE RÉDACTION

Pascal NAKELSE
Conseiller technique

REDACTEUR EN CHEF

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD

COMITÉ DE RÉDACTION

Mouonkoun DABIRE
Karim SARA
Adama NABAYAOGO
KERE / SAMANDOULGOU Rasmata
Patrice SOME
Issouf PARE
Noelie KERE
Bebzinda Wilfried ZONGO
Karim DAO
Balkissa BOINA
Seydou Man Ali SAVADOGO

COMITÉ DE LECTURE

Mouonkoun DABIRE
Pascal NAKELSE
Edith T.V. M. TAPSOBA
François RAMDE
Placide SOME

CRÉDITS PHOTOS : INSD et départements ministériels

CONCEPTION / IMPRESSION

Institut National de la Statistique et de la Démographie

01 BP 374 Ouaga - Tél. : +(226) 25 49 85 02
insd@insd.bf - www.insd.bf

Réalisé avec l'appui financier du PHASAO, financé par la Banque Mondiale

Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes: www.insd.bf - www.cns.bf

Données ouvertes : pilier d'une bonne gouvernance

À l'ère de la transformation numérique, les données publiques ne sont plus de simples chiffres stockés dans des bases administratives. Elles sont désormais des leviers puissants de transparence, de redevabilité et de développement.

Le récent classement d'Open Data Watch (ODIN) qui positionne le Burkina Faso en tête des pays d'Afrique de l'Ouest en matière de données ouvertes, témoigne des efforts significatifs des acteurs du Système statistique national. Cette performance mérite d'être saluée, car elle reflète l'importance que les autorités du pays accordent à la gouvernance fondée sur les preuves.

Mais cette avancée, aussi remarquable soit-elle, sonne comme un défi à faire plus dans les années à venir. Elle appelle à un engagement renouvelé, alliant rigueur, innovation et constance. Car les défis restent nombreux : produire des données de qualité, les mettre à jour régulièrement, les rendre accessibles et surtout, les rendre utiles.

Ce résultat renforce la crédibilité du Système Statistique National (SSN) et illustre la volonté des autorités de promouvoir la transparence, la redevabilité et la bonne gouvernance grâce à une meilleure gestion de l'information publique.

Ce classement met en lumière le professionnalisme des institutions statistiques burkinabè et valorise le savoir-faire local. Il encourage également les talents nationaux à s'impliquer davantage dans la production et l'analyse des données.

L'accès libre aux données favorise l'innovation, la recherche académique et le développement d'applications numériques par les jeunes, les start-ups et les chercheurs. Ce qui attire sans doute les investisseurs et favorise la coopération avec d'autres partenaires.

Les enjeux sont immenses. Une gestion transparente des ressources publiques, des citoyens mieux informés, un contrôle accru de l'action gouvernementale, une participation démocratique renforcée, tels sont les fondements d'une gouvernance moderne, inclusive et efficace. Mieux encore, l'ouverture des données est un véritable catalyseur d'innovation. Elle offre aux entrepreneurs, chercheurs et développeurs une matière première pour créer, inventer et améliorer le quotidien des burkinabè. Les principaux utilisateurs des données sont les chercheurs, les organisations de la société civile, les journalistes, ainsi que les étudiants. Ces groupes exploitent les données pour mener des recherches, des analyses pour soutenir la prise de décisions éclairées.

Un exemple concret est l'utilisation des données issues du recensement de la population pour orienter les politiques de santé publique, notamment dans le domaine de la répartition des infrastructures sanitaires et de la distribution de ressources médicales dans les zones.

Nous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble des acteurs du Système Statistique National (SSN) pour leur engagement constant en faveur de la production, de l'analyse et de la diffusion de données statistiques fiables et pertinentes. Leur professionnalisme et leur dévouement sont essentiels pour éclairer les politiques publiques et accompagner le développement du pays.

Nous exprimons également notre profonde gratitude aux autorités nationales pour leur appui institutionnel, ainsi qu'à nos partenaires techniques et financiers pour leur soutien indéfectible. Grâce à cette collaboration étroite, le système statistique burkinabè continue de se renforcer, gagnant en efficacité et en crédibilité.

C'est ensemble, dans un esprit de coopération et de confiance, que nous pourrons relever les défis du développement durable et faire des données un véritable outil de transformation sociale et économique.

Dans un pays où la gouvernance se veut transparente, l'ouverture des données apparaît comme une réponse concrète, crédible, visible. Elle rend l'action publique visible, favorise le débat publique, invite chacun à être acteur du changement.

Oui, les données sont bien plus que des tableaux de chiffres : elles constituent un véritable pilier de bonne gouvernance. À nous de les utiliser, les valoriser et d'en faire l'un des moteurs de notre avenir collectif.

Toubou RIPAMA

Directeur général

Enquête MICS 2026
L'UNICEF soutient l'opération à près de 600 millions de FCFA

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) et le Bureau Pays de l'UNICEF au Burkina Faso ont signé, le lundi 12 mai 2025 à Ouagadougou une convention pour l'exécution de l'enquête par Grappes à Indicateurs Multiples du Burkina Faso 2026 (MICS-BFA 2026). Cette initiative vise à collecter des données actualisées sur les conditions de vie des enfants, des adolescents et des femmes, dans le cadre du suivi des Objectifs de développement durable (ODD).

(De gauche vers droite) Toubou RIPAMA, DG de l'INSD et James MUGAJU, Représentant par Intérim de l'UNICEF au Burkina Faso

Cette enquête nationale d'envergure permettra d'évaluer les progrès réalisés dans plusieurs domaines au Burkina Faso. Elle servira de baromètre pour mesurer les avancées dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et la mise en œuvre de la Politique nationale de développement (PND). Les données collectées couvriront des thématiques essentielles telles que la nutrition, la santé, l'éducation, la protection de l'enfance, l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Toubou RIPAMA, Directeur général de l'INSD, a souligné l'importance stratégique de cette opération lors de la cérémonie de signature. « Cette enquête constitue une opportunité majeure pour l'actualisation des indicateurs sur les conditions de vie des enfants et des femmes au Burkina Faso. Ces informations sont capitales pour orienter les politiques publiques et suivre l'impact des programmes de développement », a-t-il déclaré.

Cette approche fondée sur les données s'inscrit dans une démarche de planification stratégique qui permettra aux autorités nationales et aux partenaires au développement de mieux cibler leurs interventions et d'optimiser l'allocation des ressources disponibles.

James MUGAJU, Représentant par Intérim de l'UNICEF au Burkina Faso, a mis l'accent sur la dimension collaborative de cette initiative. Il a souligné l'importance de ce partenariat dans le cadre des efforts collectifs pour atteindre les ODD, en particulier ceux relatifs à l'élimination de la pauvreté, à l'amélioration de la santé et du bien-être, et à la promotion d'une éducation de qualité. A cet égard, l'UNICEF contribue à fournir des données actualisées qui serviront de base pour la planification des interventions visant à améliorer les conditions de vie des enfants et des femmes.

La mise en œuvre de l'enquête MICS-BFA 2026 suivra un calendrier précis et méthodique. Les activités préparatoires, notamment la cartographie des zones d'enquête, sont programmées pour l'année 2025.

La collecte des données proprement dite se déroulera en 2026. Elle mobilisera des équipes d'enquêteurs formés selon les standards internationaux de la MICS. Cette approche garantira la qualité et la comparabilité des données collectées avec celles d'autres pays ayant réalisé des enquêtes similaires.

Les données collectées permettront, entre autres, d'identifier les disparités régionales et sociales, d'évaluer l'efficacité des programmes en cours, et

de définir les priorités pour les années à venir. Cette initiative témoigne de l'engagement du gouvernement burkinabè et de ses partenaires internationaux à disposer d'informations fiables et actualisées pour orienter les décisions de développement. Elle s'inscrit dans une démarche de gouvernance basée sur les preuves, essentielle pour atteindre les ODD d'ici 2030.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de communication de l'INSD

ENQUETE MICS-BFA 2026

L'INSD en opération de charme auprès des partenaires au développement

Estimée à 3 millions de dollars (environ 1,6 milliard FCFA), l'enquête MICS-BFA 2026 nécessite encore la mobilisation de 1,9 million de dollars pour sa mise en œuvre. Afin de combler ce gap, l'INSD a engagé un plaidoyer auprès de partenaires tels que le PAM, le PADS, Plan International et le HCR. L'objectif de cette initiative est de solliciter un appui technique et financier de ces derniers en vue de la réalisation de l'enquête MICS-BFA 2026.

Une délégation de l'INSD est allée présenter l'enquête MICS 2026 au HCR Burkina Faso

Dans la mobilisation des ressources pour la réalisation de l'enquête Multiple Indicator Cluster Survey – Burkina Faso (MICS-BFA 2026), l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) intensifie ses actions de plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers. Le budget global de l'opération est estimé à 3 millions de dollars (environ 2 milliards FCFA), dont 1,1 million de dollars mobilisés, laissant un gap de 1,9 million de dollars (environ 1,1 milliard FCFA) à combler.

Cette enquête d'envergure vise à collecter des données pour le calcul de plus de 100 indicateurs, dont une trentaine directement liée aux Objectifs de développement durable (ODD). Ils couvrent divers domaines essentiels tels que la santé maternelle et infantile, la scolarisation, la nutrition, l'eau, l'assainissement et la protection de l'enfant. Les résultats attendus permettront d'orienter efficacement les politiques publiques, en particulier celles en faveur des enfants et des groupes vulnérables.

Pour susciter des engagements concrets, une délégation de l'INSD, conduite par son Directeur général Toubou RIPAMA, a effectué une série de rencontres auprès de plusieurs partenaires clés. Le 18 juin 2025, elle a rencontré le Programme alimentaire mondial (PAM) à Ouagadougou. À cette occasion, le chef de l'unité Recherche, Analyse et Monitoring du PAM, Jean Claude MEBENGA, a exprimé un intérêt marqué pour l'initiative, mettant en avant l'importance de données actualisées pour la planification des actions dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, domaine d'action de l'institution dont il relève.

Le 20 juin, les rencontres se sont poursuivies par des visites au Programme d'appui au développement sanitaire (PADS) et à Plan International Burkina. Le Coordonnateur du PADS, Michel OUOBA, a salué l'initiative et présentée l'enquête comme une opportunité d'enrichir les données relatives au projet SWEDD+, axé sur la scolarisation des jeunes filles dans huit régions du pays. Quant à Rafiou ABOUDOU, Directeur général adjoint de Plan International Burkina, il a souligné que les données qui seront collectées dans le cadre de l'opération permettront d'ajuster leurs interventions sur le terrain, en vue d'un impact plus ciblé et durable.

Le 1er juillet 2025, l'INSD, représenté par son Directeur général adjoint, Bernard BERE, a été reçu par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le Représentant adjoint Alfred KANU a salué la démarche et insisté sur l'importance d'inclure les populations réfugiées comme cibles dans le processus. Il a souligné que les données issues de ces groupes permettront de formuler des politiques publiques plus justes et inclusives.

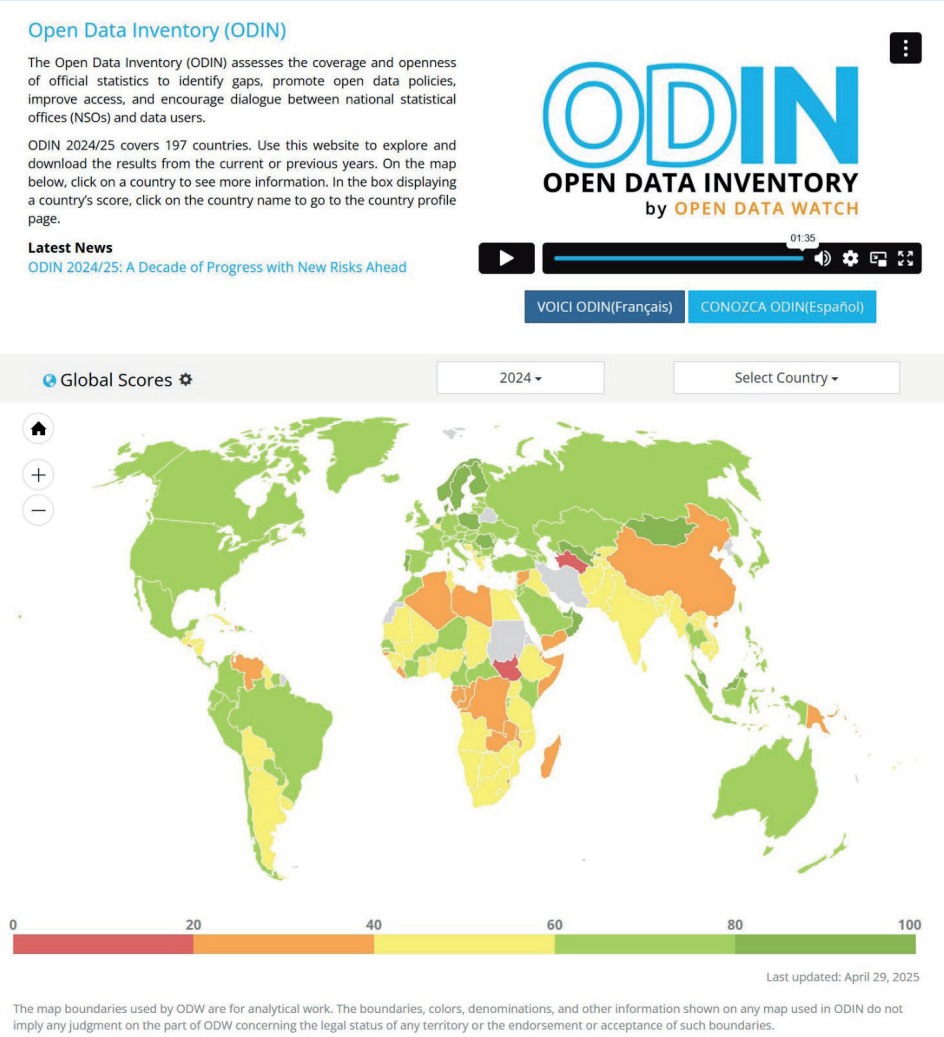
Conscient de l'envergure et des enjeux de cette opération, l'INSD poursuit ses efforts de mobilisation et appelle à une synergie d'actions pour garantir le succès de l'enquête MICS-BFA 2026, pierre angulaire de la production de données de qualité pour un développement inclusif et durable.

Patrice SOME

Stagiaire/communication

Données ouvertes
Le Burkina Faso en tête en Afrique de l'Ouest

Le Pays des hommes intègres se hisse au premier rang en Afrique de l'Ouest et au deuxième rang à l'échelle continentale en termes d'ouverture des données statistiques, selon le classement 2024 d'Open Data Watch.



Le Burkina Faso écrit une page remarquable de son histoire institutionnelle. Le Mardi 24 juin, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a présenté les résultats du classement 2024 d'Open Data Watch. Le pays se hisse ainsi à la première place en Afrique de l'Ouest en matière de données ouvertes, à la deuxième place au niveau continental et occupe le 27ème rang mondial sur 197 pays évalués. Une performance qui consacre le Burkina Faso comme référence continentale en matière de données ouvertes et de transparence statistique.

Cette avancée majeure résulte d'une stratégie volontariste de modernisation du Système statistique national (SSN), portée par l'INSD ces dernières années. Au cœur de cette transformation, le portail national de données ouvertes (ODP) (https://burkinafaso.opendataforafrica.org), véritable plateforme de diffusion des données. Cette plateforme incarne la volonté du Burkina Faso de faire de la transparence et de l'accessibilité des données, un pilier de la gouvernance. Plus de 4 700 jeux de données y sont aujourd'hui disponibles, couvrant des domaines aussi variés tels que le développement, les Objectifs de développement durable (ODD), la santé, l'éducation, l'emploi, l'économie, etc.

«Ce classement est le résultat d'un engagement collectif et du dévouement des acteurs du système statistique national », s'est félicité Toubou RIPAMA, Directeur général de l'INSD, lors de la présentation des résultats. Il a particulièrement salué l'accompagnement des autorités nationales, qui selon lui, ont compris qu'on ne peut pas évaluer efficacement les politiques publiques sans données fiables.

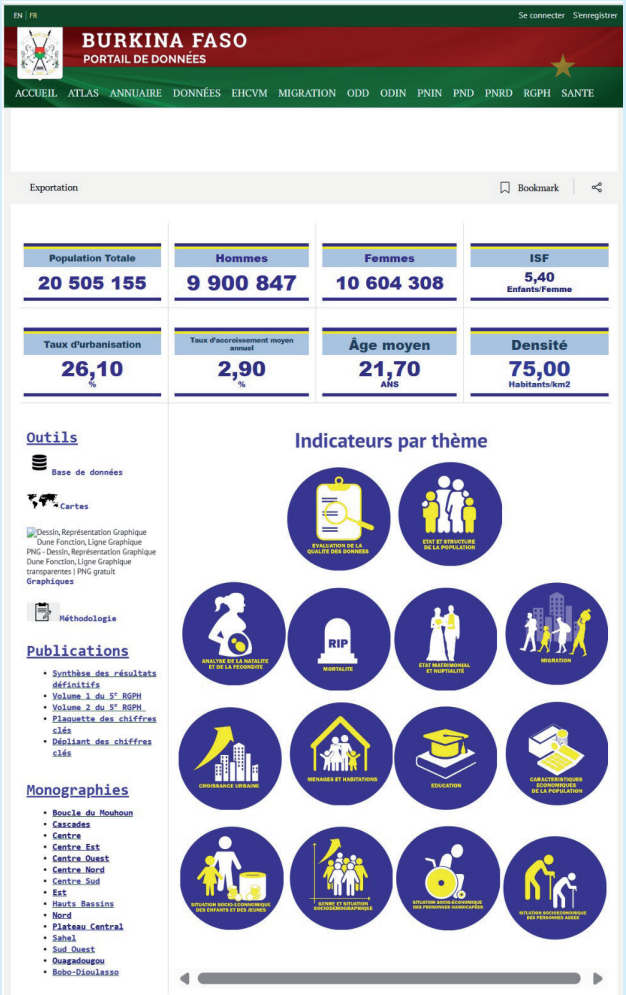
Toutefois, le premier responsable ne veut pas dormir sur ces lauriers. « En matière de production statistique, il faut constamment innover pour ne pas perdre cette place », a-t-il averti, soulignant la nécessité de renforcer les capacités des collaborateurs et de corriger les faiblesses identifiées.

Adama NABAYAOGO, administrateur principal d'Open Data Burkina Faso, partage cette dynamique d'exigence et de progrès. Pour lui, ce succès est un point de départ vers de nouveaux défis et » les autres pays vont chercher à améliorer leur position.

« Nous savons ce qui peut être amélioré, et nous travaillerons à intégrer le top 15 mondial »,

Adama NABAYAOGO, administrateur principal d'Open Data Burkina Faso

a-t-il déclaré, affichant l'ambition de faire du Burkina Faso le numéro un en Afrique. Cette dynamique repose également sur des partenariats stratégiques, notamment avec la Banque africaine de développement (BAD) qui a soutenu la mise en ligne de la Plateforme Open Data du Burkina Faso. Cet outil permet désormais une consultation libre, rapide et interactive des statistiques officielles, renforçant l'accessibilité de l'information publique. Au-delà des chiffres, cette réussite revêt une forte portée symbolique. Dans un contexte marqué par des défi s sécuritaires et socio-politiques majeurs, le Burkina Faso démontre qu'il est possible de construire des institutions solides et crédibles. L'excellence dans le domaine des données ouvertes illustre concrètement comment la transparence peut devenir un levier de bonne gouvernance et de développement durable.



Cette performance confère au Burkina Faso une position privilégiée pour attirer des investissements et renforcer la confiance des partenaires techniques et financiers. Elle traduit également la résilience d'un Etat qui, malgré l'adversité maintient le cap des réformes et de la modernisation. A ce titre, le pays s'impose comme un modèle inspirant pour d'autres nations africaines en quête de transparence et d'efficacité institutionnelle.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de communication de l'INSD

DGESS/MESFPT

Un centre d'intelligence analytique qui éclaire les décisions stratégiques

Au cœur du Ministère de l'éducation secondaire, de la formation professionnelle et technique (MESFPT), la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) s'impose comme un acteur incontournable de la transformation du système éducatif burkinabè.

L'assemblée générale de Direction de la DGESS/MESFPT, la Directrice Générale Madame Nomwendé Véronique ALIRA/WANGRAWA, décline les missions de la DGESS

Cette direction, véritable laboratoire d'idées et d'analyses, révolutionne la prise de décision dans le secteur éducatif en transformant des données brutes en intelligence stratégique. Grâce à une approche méthodologique à la fois rigoureuse et innovante, la DGESS produit des statistiques qui permettent d'éclairer les choix qui façonnent l'avenir de l'éducation au Burkina Faso.

Elle assure la collecte et l'analyse des données, évalue et anticipe pour offrir aux décideurs une vision claire et prospective du système éducatif. La DGESS élabore des outils pour mesure l'efficacité des programmes en cours, identifier les défis émergents et proposer des solutions adaptées aux réalités du terrain.

La direction pilote également les politiques éducatives en coordonnant le suivi et l'évaluation des actions de développement du MESFPT. Une mission d'autant plus cruciale que l'éducation constitue un pilier fondamental du développement du pays.

La DGESS déploie une panoplie d'opérations statistiques essentielles pour dresser un portrait fidèle du système éducatif burkinabè. Parmi ses initiatives, figurent l'enquête rapide de rentrée des établissements post-primaires et secondaires, le recensement scolaire annuel, ainsi que l'évaluation des acquis scolaires.

Ces opérations, menées avec rigueur et régularité, permettent de constituer une base de données exhaustive qui nourrit la réflexion stratégique. Les données collectées auprès des structures éducatives, des ONG partenaires et des projets en cours offrent une vision globale et nuancée des enjeux éducatifs.

Les travaux de la DGESS se matérialisent par la production d'outils de référence reconnus dans le secteur. L'annuaire statistique des enseignements post-primaire et secondaire, celui de la formation professionnelle et la carte éducative constituent des ressources précieuses pour tous les acteurs du système éducatif.

Ces publications, synthèses d'analyses approfondies, permettent aux décideurs, aux chercheurs et aux partenaires de l'éducation de disposer d'informations fiables pour orienter leurs actions et en mesurer l'impact.

La force de la DGESS réside dans la diversité et l'expertise de ses équipes. Statisticiens, économistes, analystes, spécialistes en emploi et formation professionnelle, professeurs certifiés et experts en évaluation forment une équipe pluridisciplinaire capable d'appréhender la complexité du système éducatif sous toutes ses dimensions.

Cette richesse de compétences permet à la DGESS de croiser les regards, d'enrichir les analyses et de proposer des solutions innovantes aux défis éducatifs contemporains.

En positionnant l'analyse et l'évaluation au cœur de la gouvernance éducative, la DGESS contribue à bâtir un système éducatif plus performant, plus équitable et mieux adapté aux besoins du développement national. Son approche scientifique et rigoureuse constitue un gage de qualité pour les politiques publiques.

La DGESS incarne ainsi une vision moderne de l'administration publique, où la donnée et l'analyse deviennent des leviers puissants au service de l'efficacité et de la transparence. Un modèle qui pourrait inspirer d'autres secteurs de l'action publique burkinabè.

Karim DAO
Directeur des Statistiques sectorielles et de l'évaluation

DIFFUSION DES DONNEES OUVERTES

Le Burkina amorce la migration vers la version 2.0 de l'ODP

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a formé les cadres du système statistique national à l'utilisation de la version 2.0 de la plateforme des données ouvertes (ODP). Cette formation a eu lieu du 24 au 28 février 2025 et a réuni des cadres de l'INSD, de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publiques ainsi que de la commission de l'UEMOA.

Cette formation a réuni des cadres de l'INSD, de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publiques ainsi que de la commission de l'UEMOA.

Le portail des données ouvertes 2.0 est une initiative de la Banque africaine de développement (BAD). Il fait suite à une première version (1.0) et vise à centraliser et structurer les données publiques pour une gestion efficace et un partage optimal. Cette version favorise la transparence et l'utilisation des données par le public.

Cette formation va consister à renforcer les capacités des partie prenantes sur la version 2.0 de l'ODP. Occasion pour le Directeur général de l'INSD Toubou RIPAMA de souligner l'importance de la collaboration avec la BAD. Le présent atelier constitue une étape importante dans le développement des capacités locales en matière de gestion et de diffusion des données statistiques.

Selon le formateur Kamel ABDELLAOUI (Expert SDMX de la BAD), les travaux seront axés sur des processus détaillés, incluant le chargement, le paramétrage et la diffusion des données. Des exercices pratiques permettront aux participants d'acquérir des compétences essentielles pour la gestion efficace des données statistiques. A terme, cette formation devrait permettre au Burkina Faso d'opérationnaliser une application mobile connectée à l'ODP 2.0 afin de faciliter l'accès des données aux utilisateurs.

Adama NABAYAOGO
Statisticien / INSD

Version 2.0 de l'Open Data Platform (ODP)

La version 2.0 de l'Open Data Platform (ODP) marque une évolution majeure dans la gestion, la diffusion et l'exploitation des données ouvertes. Elle vise à renforcer l'accessibilité, l'interopérabilité et la valorisation des données publiques et privées à fort impact pour les citoyens, les chercheurs, les entreprises et les décideurs.

Principales améliorations et fonctionnalités : Interface utilisateur modernisée : ergonomie repensée, navigation intuitive, visualisations de données interactives.

Interopérabilité renforcée : conformité avec les standards internationaux (DCAT, CKAN…), API plus robustes pour la connexion avec d'autres systèmes.

Qualité des données : intégration d'outils d'analyse, de validation et de traçabilité des jeux de données.

Participation citoyenne : fonctionnalités collaboratives pour commenter, évaluer ou enrichir les jeux de données.

Tableaux de bord dynamiques : indicateurs thématiques mis à jour en temps réel selon les domaines prioritaires (éducation, agriculture, santé, climat, etc.).

Sécurité et gouvernance : meilleure gestion des droits d'accès, historique des modifications, traçabilité des publications.

Objectifs stratégiques

Promouvoir une culture de la transparence et de la redevabilité.
Stimuler l'innovation numérique et la recherche par la donnée.
Soutenir la prise de décision basée sur les preuves.
Renforcer l'écosystème data au niveau national et local.

ECHANGES COMMERCIAUX AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Le Burkina Faso réalise un excédent historique de 405 milliards de FCFA.

Portée par l'envolée des exportations d'or, la balance commerciale burkinabè affiche une performance exceptionnelle au premier trimestre 2025. Une révolution économique qui confirme la montée du secteur aurifère national.

Le Burkina Faso vient de franchir un cap historique dans son développement économique. Le pays des Hommes intègres a enregistré un excédent commercial spectaculaire de 405 milliards de FCFA au premier trimestre 2025, selon les dernières statistiques du commerce international de marchandises.

Cette performance remarquable s'explique par une croissance des exportations en forte hausse, avec un bond de 43,2% en valeur et de 32,8% en volume par rapport au trimestre précédent, tandis que les importations reculent de 9,9%.

L'or non monétaire confirme son statut de locomotive de l'économie nationale en représentant 86,4% de la valeur totale des exportations. Au premier trimestre 2025, ce sont 22,7 tonnes d'or qui ont été exportées pour une valeur de 1 178,3 milliards de FCFA. Le secteur aurifère a généré des recettes en hausse de 42,5% par rapport au trimestre précédent, soit un gain de 351,4 milliards de FCFA.

Cette performance exceptionnelle place le Burkina Faso parmi les grands producteurs d'or de la sous-région, confirmant l'impact des investissements massifs réalisés ces dernières années dans le secteur minier. Le coton, traditionnellement deuxième produit d'exportation, ne représente plus que 4% des recettes, suivi par les graines et fruits oléagineux avec 3,3%.

La géographie commerciale du Burkina Faso connaît également un changement notable. Les Émirats Arabes Unis sont désormais le premier partenaire commercial avec 44,9% des recettes d'exportation, soit 611,7 milliards de FCFA d'achats. Ce pays du Golfe a importé 12,5 tonnes d'or burkinabè d'une valeur de 607,7 milliards de FCFA.

Les échanges avec les partenaires régionaux restent modestes : 6% des exportations vers la CEDEAO et seulement 1,1% vers les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), même si ces derniers affichent une certaine progression.

Cette performance historique du premier trimestre 2025 marque un tournant dans l'histoire économique du Burkina Faso. Elle ouvre de nouvelles perspectives pour un pays qui mise résolument sur la valorisation de ses ressources minières pour financer son développement et réduire sa dépendance extérieure.

La Suisse maintient sa position de deuxième destination des exportations burkinabè concentrant 41,9% des

recettes, principalement issues de l'or (9,8 tonnes pour 558,9 milliards de FCFA). Le Togo complète le podium avec 2,3% des recettes d'exportation, loin derrière les deux géants.

Quant aux importations, elles enregistrent une baisse de 9,9% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Au cours du trimestre sous revue, 2 399,5 tonnes de marchandises d'une valeur de 958,0 milliards FCFA ont été importées. La République Populaire de Chine est le principal fournisseur du Burkina Faso au premier trimestre 2025. Le pays a importé de la Chine 186,2 milliards de FCFA de marchandises, soit 19,4% des importations totales. La Chine est suivie de la Côte d'Ivoire (12,4%), de la Russie (9,8%), du Ghana (8,1%), de l'Inde (5,7%) et des Etats-Unis d'Amérique (4,9%).

Les importations provenant des pays membres de l'espace CEDEAO se chiffrent à 249,7 milliards de FCFA, soit 26,1% des importations totales. Celles provenant des pays membres de l'UEMOA, se chiffrent à 171,7 milliards de FCFA, soit 17,9 % des importations totales. Les importations provenant des pays membres de l'AES sont de 11,1 milliards de FCFA, soit 1,2% des importations totales, mais en baisse de 6,3% par rapport au trimestre précédent.

Le taux de couverture des dépenses d'importation par les recettes d'exportation connait une amélioration au premier trimestre 2025 de 52,7 points de pourcentage. En effet, il est passé de 89,5% au quatrième trimestre 2024 à 142,3% au premier trimestre 2025 traduisant la couverture des dépenses d'importation par les recettes d'exportation du pays. En ce qui concerne l'indice des termes de l'échange, il s'est établi à 150,5 enregistrant une hausse de 7,6 % en glissement trimestriel et 39,1% en glissement annuel. L'indice de gain à l'exportation est de 103,7% traduisant ainsi un gain significatif tiré des exportations des produits burkinabè. Il est en baisse de 27,4%¨par rapport au trimestre précèdent et en hausse de 6,4% en glissement annuel.

Cette embellie commerciale se traduit par une amélioration spectaculaire du taux de couverture des importations par les exportations, qui est passé de 89,5% au quatrième trimestre 2024 à 142,3% au premier trimestre 2025, soit un gain de 52,7 points de pourcentage.

L'indice des termes de l'échange s'est établi à 150,5, enregistrant une hausse de 39,1% par rapport à l'année dernière.

Karim SARA
Ingénieur statisticien économiste/INSD

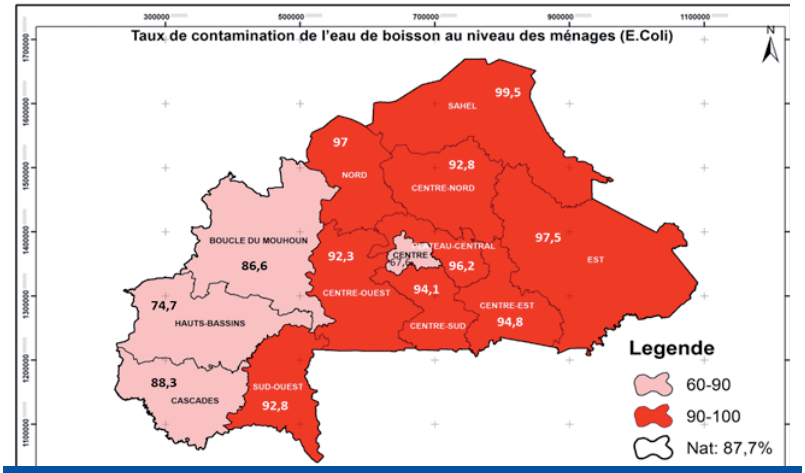
	Trimestres					Glissement (%)	
	1 T 24	2 T 24	3 T 23	4 T 24	1 T 25	Trim	Annuel
EXPORTATIONS FOB (milliards de FCFA)	**838,2**	**817,1**	**814,4**	**951,6**	**1 363,0**	**43,2**	**62,6**
Or, Non Monétaire	599,5	667,9	720,7	826,9	1 178,3	42,5	96,6
Coton	121,8	28,4	2,3	49,3	53,9	9,5	- 55,7
Graines et fruits oléagineux,	20,9	8,4	1,1	15,8	44,6	181,6	113,1
AES	31,5	17,0	19,2	19,4	15,6	-19,5	-50,2
UEMOA	106,0	45,3	29,3	57,5	68,2	18,6	-35,7
CEDEAO	87,2	52,2	19,4	48,7	82,0	68,3	-6,0
IMPORATIONS CAF (milliards de F CFA)	**918,7**	**908,7**	**1 010,4**	**1 063,0**	**958,0**	**- 9,9**	**4,3**
Produits raffinés du pétrole	353,0	308,3	380,7	383,7	266,5	- 30,6	- 24,5
Produits médicinaux et pharmaceutiques	44,5	40,7	36,2	44,4	38,6	- 13,2	- 13,2
Voitures automobiles	12,0	12,8	16,7	21,4	27,6	29,2	130,0
AES	13,1	6,5	12,2	11,8	11,1	-6,3	-15,5
UEMOA	202,4	160,5	225,3	205,5	171,7	-16,4	-15,2
CEDEAO	265,1	241,9	303,4	307,2	249,7	-18,7	-5,8
BALANCE COMMERCIALE	**-265,7**	**-80,4**	**-91,6**	**-196,0**	**-108,9**	**-44,5**	**59,0**
Indice Paasche des prix à l'exportation	107,4	116,5	121,1	127,9	138,9	8,6	29,4
Indice de Paasche des prix à l'importation	99,2	95,1	96,7	91,5	92,3	0,9	- 7,0
Indice des termes de l'échange	108,2	122,6	125,2	139,9	150,5	7,6	39,1
Indice de gain à l'exportation	97,4	124,3	131,2	142,8	103,7	- 27,4	6,4

Tableau : Synthèse des statistiques sur le commerce extérieur

ACCÈS À L'EAU, À L'HYGIÈNE ET À L'ASSAINISSEMENT

Le Burkina Faso réalise des progrès importants

L'eau potable, l'assainissement et l'hygiène constituent des besoins essentiels pour la santé, la dignité humaine et le développement. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, des déplacements de populations et des disparités sociales, le Burkina Faso a franchi une étape importante en matière de suivi sectoriel grâce à la réalisation de l'Enquête Nationale sur l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (ENEHA 2024).



Graphique 01 : Taux de contamination de l'eau de boisson au niveau des ménages

Portée par la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (MEEA), avec l'appui technique et financier de DANIDA, de l'UNICEF, de l'institut mondiale pour la croissance verte (GGGI) et de l'INSD, l'ENEHA s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du Dispositif Intégré de Suivi-Évaluation (DISE) du sous-secteur Eau-Hygiène-

Assainissement (EHA). Elle vise principalement à produire des données de référence pour une meilleure suivi des indicateurs du secteur EHA, en mettant en lumière les niveaux d'accès, les disparités, les efforts des ménages, leurs pratiques, la qualité des eaux consommées, ainsi que la satisfaction des usagers.

L'enquête a été menée selon un plan de sondage à trois degrés, couvrant 32 strates sur l'ensemble des 13 régions administratives ainsi que les principales zones d'accueil des Personnes déplacées internes (PDI). Sur un échantillon de 16 026 ménages, l'enquête a enregistré un taux de couverture de 85,48 %, malgré les contraintes sécuritaires ayant limité l'accès à certaines localités. Ainsi du 24 avril au 31 Aout 2024, les enquêteurs ont parcouru le territoire national afin de rencontrer les ménages échantillonnés.

Accès à l'eau potable : 88,8% de la population a un accès aux services d'eau potable

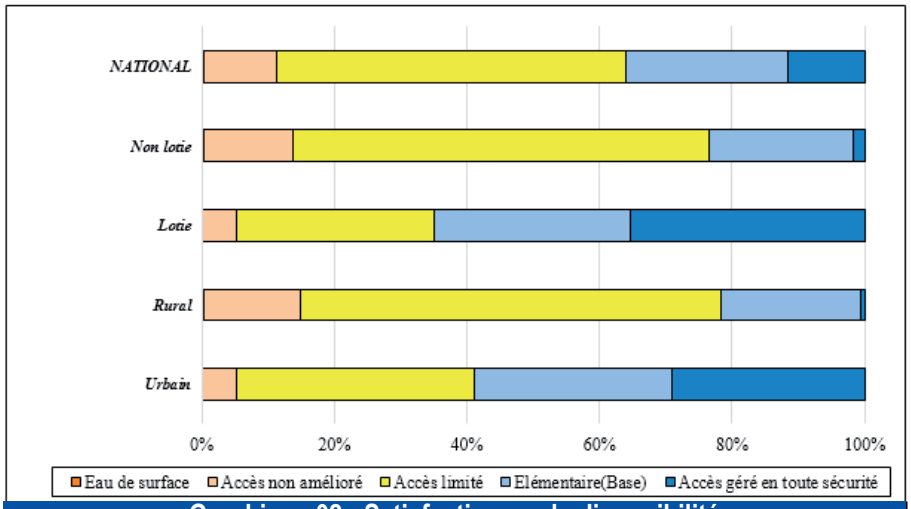
En matière d'approvisionnement en eau potable, 88,8% de la population a un accès amélioré aux services d'eau potable dont 11,57 % ont un accès géré en toute sécurité, 24,40% un accès élémentaire et 52,8% un accès limité. Cependant, 11% ont un accès non amélioré et 0,3 % continue d'utiliser les eaux de surface comme principale source d'approvisionnement. Ces résultats révèlent un gap important entre les milieux urbains et ruraux et entre les régions. Dans la région du Centre, près de la moitié de la population (44,98%) a un accès à l'eau potable géré en toute sécurité contre 0,47% pour le Sahel. Dans la région de la Boucle du Mouhoun environ 04 personnes sur 10 utilisent encore des infrastructures non améliorées comme principale source d'eau de boisson.

« La corvée de l'eau reste essentiellement féminine »

Au-delà de la disponibilité, l'accès physique à l'eau reste un défi pour de nombreux ménages. Environ 68 % d'entre eux consacrent plus de 30 minutes à la collecte d'eau. Cette tache repose sur les femmes dans 90,07 % des cas et sur les filles de moins de 15 ans dans 38,79 % des ménages.

Hygiène : des installations encore insuffisantes

L'accès à des installations d'hygiène reste limité. L'enquête révèle que seuls 22,06 % de la population disposent d'un dispositif de lavage des mains avec eau et savon (accès élémentaire). Environ 42,19 % ont un accès limité, tandis que 35,75 % ne disposent d'aucune installation de lavage des mains à domicile.



Graphique 02 : Satisfaction sur la disponibilité (continuité) de l'eau potable

Cette insuffisance compromet les efforts de prévention des maladies hydriques. De plus, seulement 47,51 % des ménages déclarent que le lavage des mains à l'eau et au savon est une pratique courante dans leur foyer.

Assainissement : des progrès encourageants, des inégalités tenaces

En matière d'assainissement, le pays a enregistré d'importants progrès. En 2024, seulement 22,63 % de la population pratiquent toujours la défécation à l'air libre, contre 62,8 % en 2010 selon l'Enquête Nationale sur l'Assainissement (ENA). Cette amélioration significative traduit les effets conjugués des campagnes de sensibilisation, de l'appropriation communautaire et des efforts des autorités en matière d'accès aux infrastructures.

Néanmoins, les inégalités d'accès restent préoccupantes : 22,26 % de la population bénéficient d'un accès à l'assainissement géré en toute sécurité, tandis que 0,6 % disposent d'un accès élémentaire. Environ 46,05 % de la population a un accès limité, et 8,4 % à un accès non amélioré, traduisant la persistance d'ouvrages qui ne répondent pas aux normes de sécurité et de durabilité.

Les disparités géographiques et socio-économiques restent marquées. Les populations vivant en milieu rural, dans les zones non loties ou appartenant aux groupes à faible revenu sont les plus touchées par les insuffisances d'accès. La moitié des populations à faible revenu pratiquent encore la défécation à l'air libre, contre seulement 6 % parmi les plus aisés, dont 66,41 % bénéficient d'un service géré en toute sécurité. Les personnes déplacées internes (PDI) font partie des groupes les plus affectés par le manque d'infrastructures d'assainissement.

Dépenses des ménages : un poids important

L'ENEHA apporte également un éclairage sur les dépenses des ménages liées aux services EHA. L'eau constitue un poste de dépense assez important pour les ménages, reflet de son importance vitale et des coûts souvent élevés dans certaines localités. Selon l'étude, les ménages burkinabè ont consacré sur les 12 derniers mois suivant l'enquête, environ 488 3211 millions de F CFA à l'eau potable, couvrant principalement les dépenses d'eau en dehors du ménage, l'achat d'eau préemballée pour les besoins du ménage, les investissements et les tarifs.

Les dépenses liées à l'hygiène sont évaluées à 256 988 millions de F CFA, incluant les produits d'hygiène, les dépenses d'acquisition des dispositifs de lavage des mains ainsi que les produits liés à la gestion des menstrues. Quant à l'assainissement, les dépenses sont estimées à 37 840 millions de F CFA, principalement consacrées aux investissements, a la maintenance des infrastructures et aux dépenses de vidange.

Satisfaction des usagers : des marges d'amélioration

Du point de vue de la gouvernance, l'ENEHA fournit des données sur la satisfaction des usagers. Environ 49,6 % des ménages interrogés se déclarent satisfaits de la disponibilité des services d'eau potable dans leur localité, 46,74 % du coût des services et 39,81 % de la distance d'accès. En revanche, seuls 27,83 % jugent satisfaisante la disponibilité des latrines publiques dans leur localité, révélant un défi important en matière d'accès à l'assainissement surtout dans un contexte d'urbanisation croissante

Vers une planification plus équitable

Au-delà des chiffres, l'ENEHA trace un cadre stratégique pour la planification sectorielle. En établissant les valeurs de référence pour les principaux indicateurs du sous-secteurs « eau et assainissement », elle devient un outil central pour orienter les priorités budgétaires, appuyer les collectivités locales et cibler les zones les plus marginalisées.

Noelie KERE, Issouf PARE, DGESS/MEEA et
Wilfried B. ZONGO, INSD

JUSTICE POUR MINEURS AU BURKINA FASO
Des défis persistants pour la réinsertion sociale

La justice pour mineurs est une question cruciale au Burkina Faso. Selon les récentes statistiques publiées par le ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions (MJDHRI), avec le soutien de l'UNICEF, la situation des mineurs en conflit avec la loi ou en danger reste préoccupante. En 2023, les services de la justice burkinabè ont enregistré une hausse des mineurs impliqués dans des affaires judiciaires, malgré une baisse du nombre total d'affaires traitées.

D'après les données collectées, 669 mineurs en conflit avec la loi ont été impliqués dans 444 affaires enregistrées par les TGI du Burkina Faso en 2023. Cela représente une hausse de 5,5% du nombre de mineurs concernés par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre d'affaires a, lui, diminué de 15,7%.

Parmi les décisions rendues par les chambres des mineurs, la remise à parents reste la plus fréquente (25%), suivie des condamnations avec sursis (22,1%) et des placements en centre spécialisé (13,8%). Lorsque le dossier nécessite une enquête approfondie, un juge d'instruction est saisi. En 2023, seize (16) nouveaux dossiers ont été ouverts dans les cabinets d'instruction et seulement quatre (04) ont été clôturés.

Les infractions les plus courantes concernent les crimes et délits contre les biens (57,9%), principalement des vols (84,6%), suivis de cas de grand banditisme (6,6%) et de recel (3,1%). Par ailleurs, 35,1% des mineurs ont été impliqués dans des crimes et délits contre les particuliers, notamment des vols aggravés (64,2%), des viols (14,6%) et des coups et blessures volontaires (7,5%).

En parallèle, les chambres des mineurs des TGI ont également traité des dossiers de mineurs en danger, c'est-à-dire des enfants dont la santé, la sécurité ou la moralité sont gravement compromises. En 2023, 79 nouvelles affaires ont été enregistrées, impliquant 94 mineurs en danger.

Parmi les 59 décisions rendues concernant les mineurs en danger, 67,8% sont des placements dans un centre spécialisé, tandis que 23,7% des mineurs ont été remis à leurs parents.

Le rôle clé des Maisons d'Arrêt et de Correction

Les Maisons d'arrêt et de correction (MAC) du Burkina Faso jouent un rôle central dans la gestion des mineurs en conflit avec la loi. En 2023, elles ont accueilli 517 mineurs, dont 10 filles. Plus de la moitié d'entre eux (54,5%) étaient en attente de jugement (prévenus et mis en examen).

Chaque MAC dispose en son sein un service social. En matière de crimes ou de délits impliquant des mineurs, le procureur du Faso, le juge des enfants ou le juge d'instruction fait procéder à une enquête sociale par un travailleur de ce service.

Les enquêtes menées par les services sociaux ont pour but d'évaluer la situation sociale et familiale des mineurs afin d'aider à la prise de décisions judiciaires. En 2023, ces services sociaux ont mené 459 enquêtes sociales dont 12 sur des filles. La quasi-totalité de ces enquêtes (98,7%) ont été clôturées avant la fin de l'année . Ces enquêtes ont été menées dans une durée moyenne de 23 jours pour les mineurs en conflit avec la loi. Cette durée est supérieure à la norme internationale recommandée qui est de 15 jours.

À l'issue des enquêtes, les travailleurs sociaux ont proposé la remise à parents pour 71,7% des mineurs en conflit avec la loi, et un placement pour 22,7%. Cependant, les juges ont décidé des remises à parents de 47,2% et des placements de 13,9%des mineurs. Les mineurs en placement sont envoyés dans des centres de réinsertion sociale pour mineurs.

Des centres de réinsertion pour un avenir meilleur ?

Afin de permettre aux mineurs en conflit avec la loi de mieux vivre en société, plusieurs centres de réinsertion et de formation professionnelle ont été créés pour accueillir les mineurs placés par la justice.

Les centres de réinsertion sociale, placés sous la tutelle du ministère de la Justice, comptent notamment le Centre de Laye et le centre d'éducation et de réinsertion Sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL).

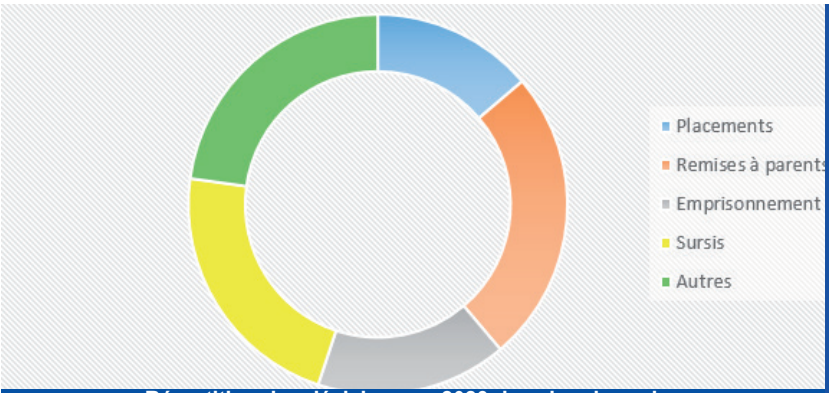
D'autres centres, relevant du ministère de l'Action sociale sont le Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma (CEFP), le Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Gampéla (CEFP), la Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara (MEADO), l'Hôtel maternel de Ouagadougou (HMO) , la Maison de l'enfance Monique Wolters de Kaya, le Centre d'éducation et de formation professionnelle de Ouaga (CEFPO).

Tous ces centres offrent des formations principalement en menuiserie, couture, mécanique, électricité et maçonnerie.

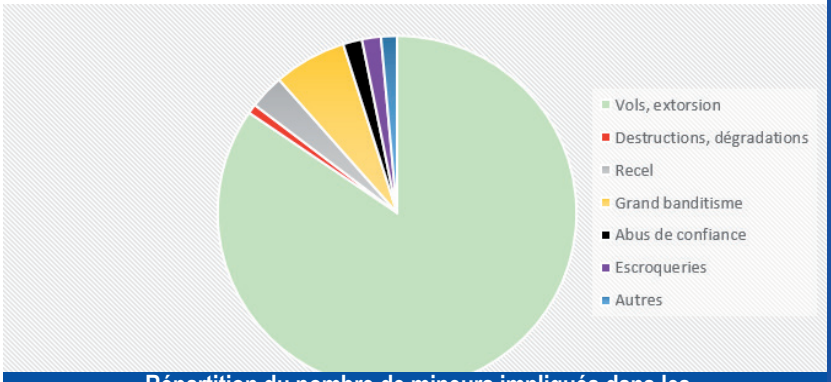
Face à ces chiffres préoccupants, les acteurs de la justice et de la protection de l'enfance appellent à des réformes urgentes. Il est essentiel de renforcer les mesures préventives, d'améliorer les conditions de vie des mineurs dans les centres et de renforcer le suivi post carcéral.

Alors que de nombreux enfants se retrouvent dans les mains de la justice, une réponse coordonnée entre les autorités, les services sociaux et les organisations internationales pourrait permettre d'offrir à ces jeunes un avenir plus prometteur.

KERE / SAMANDOULGOU Rasmata,
Chargée des statistiques pour mineurs en conflit



Répartition des décisions en 2023 des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi.



Répartition du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les biens en 2023

DR MOMATH CISSE, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE DU SENEGAL

« Le Burkina Faso est parmi les pays ayant eu le plus grand nombre d'admis aux concours du réseau des écoles de statistique, mais beaucoup de ces étudiants ne reviennent pas après leur formation. »

Alors que le Burkina Faso se distingue par ses performances en matière de production statistique, des défis majeurs demeurent. Dans cette interview, Dr Momath CISSE, expert mandaté pour évaluer le système statistique national dans le cadre d'une mission de revue par les pairs, dresse un état des lieux sans détour. Financement insuffisant, fuite des compétences, nécessité de réformes structurelles : il partage ses constats, recommandations et espoirs pour renforcer davantage un secteur clé pour le développement.

Vous êtes ici dans le cadre d'une évaluation dans nos locaux. Comment appréciez-vous la position statistique nationale après les échanges que vous avez eus ?

Merci beaucoup. Comme vous l'avez dit, je suis là en tant qu'évaluateur. Comme vous le savez, lors de la dix-septième (17) réunion du comité des directeurs généraux des instituts nationaux de la statistique en Afrique, une réunion qui s'est tenue à Addis-Abeba, la Commission de l'Union africaine avait officiellement lancé la revue d'examen par les pairs du système statistique national. Ces évaluations, qui s'inscrivent dans le PA-SE, ont désigné la Tunisie et le Sénégal comme pays évaluateurs du Burkina Faso. Malheureusement, le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique de la Tunisie n'a pas pu faire le déplacement pour des raisons médicales. J'ai donc conduit cette mission d'évaluation par les pairs. Le constat principal que nous avons fait est que le système statistique national du Burkina est un système tout de même très performant. Aujourd'hui, cela est matérialisé par son classement ODIN : premier en Afrique de l'Ouest. C'est une fierté pour tous les Burkinabè. Il est également classé deuxième au niveau africain et vingt-septième (27) au niveau mondial. C'est donc une fierté pour tous les Africains, particulièrement pour les Burkinabè. C'est un système assez performant, mais qui nécessite tout de même des efforts complémentaires pour atteindre un niveau encore plus élevé.

Quels sont les enjeux actuels de la production statistique au niveau national ?

Les enjeux du système statistique national sont d'abord d'ordre financier. Aujourd'hui, certaines activités statistiques souffrent d'un manque de financement. Il a été fortement recommandé de prendre en charge cette préoccupation, de financer ces activités, qu'elles soient inscrites dans la stratégie nationale de développement de la statistique ou qu'il s'agisse de besoins exprimés par les utilisateurs des statistiques officielles. En plus de ce manque de financement, il y a également une insuffisance en termes de disponibilité de statisticiens au sein du système statistique national. Nous avons eu des entretiens avec de nombreux acteurs du SSN, et cette question d'effectif revient souvent. La principale recommandation est donc de doter ces structures de ressources humaines qualifiées, mais aussi d'inscrire les opérations statistiques dans le budget de l'État.

On dit souvent que la statistique coûte cher, et aujourd'hui, beaucoup de partenaires hésitent à soutenir les structures de production. Pensez-vous qu'avec les budgets actuels des États, il est possible de rester performants ?

Oui, comme vous l'avez dit, ce n'est pas uniquement une

question de moyens, c'est aussi une questiond'engagement. La statistique est un secteur essentiel pour le développement. Un pays ne peut pas se développer sans un appareil statistique solide. Pour planifier le développement, il faut des données statistiques fiables. Pour évaluer l'impact des politiques publiques mises en œuvre, il faut également des données fiables. Dans certains pays, c'est en période de crise que les instituts nationaux de statistique reçoivent plus de financements, car ils ont besoin d'informations pour se relever. Aujourd'hui, la statistique est un secteur clé pour le développement de nos États. C'est une question de souveraineté nationale. L'État doit assumer les questions liées au financement de la statistique. Même si certains partenaires techniques et financiers financent une partie des besoins, les besoins les plus importants ne sont pas couverts. L'État doit les prendre en charge pour mettre en œuvre toutes les activités nécessaires.

Avez-vous l'impression que nos gouvernements ne saisissent pas encore pleinement les enjeux de la statistique ?

Je pense que nos gouvernements comprennent, mais le problème réside dans la prise en charge. Les statisticiens sont souvent sollicités, y compris par les gouvernements, pour la planification. Malheureusement, dans la planification budgétaire, les activités statistiques sont souvent négligées. Il faut qu'elles soient entièrement prises en compte dans le budget de l'État. Je ne dirais pas que les gouvernements n'ont pas de culture statistique. Je pense que les autorités sont conscientes de l'importance de la statistique, mais il faut encore des efforts pour répondre aux besoins des acteurs du système statistique national.

Vous avez terminé votre mission d'évaluation. Quelles en sont les principales conclusions et recommandations ?

Il y a beaucoup de conclusions, au moins 34. Parmi elles, il y a la recommandation de finaliser les textes d'application de la loi statistique adoptée en 2021, notamment les décrets et arrêtés. Il est aussi nécessaire de rendre opérationnel le fonds de développement de la statistique pour financer les activités. Une autre recommandation importante est le recrutement de statisticiens. Le Burkina est parmi les pays ayant eu le plus grand nombre d'admis aux concours du réseau des écoles de statistique, mais beaucoup de ces étudiants ne reviennent pas après leur formation, préférant rester en France, aux États-Unis ou au Canada, craignant de ne pas trouver d'emploi ici. Il faudrait faire des efforts pour les recruter, notamment au niveau sectoriel, où la demande est réelle. Certains secteurs ne comptent aucun statisticien, alors que des activités statistiques y sont menées.

Pensez-vous que l'avenir du système statistique national est prometteur ?

Oui, plus que prometteur. Avec toutes les réformes en cours, le Burkina respecte les recommandations de l'Union africaine, notamment la mise à jour du cadre réglementaire avec la loi de 2021. L'ouverture des données, les réunions régulières du Conseil national de la statistique, la mise en place du visa statistique, et la collaboration entre l'INSD et les autres structures du SSN sont autant d'avancées. Le problème principal reste le financement, mais nous avons bon espoir que le système ira encore plus loin.

Quel est l'objectif de ce rapport et quel en sera le sort ?

L'objectif du rapport est de diagnostiquer le système statistique national, d'identifier ce qui fonctionne ou non, et de faire du plaidoyer pour la prise en charge des questions urgentes, tant par les autorités que par les partenaires techniques et financiers. Ce rapport vise aussi à évaluer le système de manière externe. Ce sont des experts du métier qui viennent évaluer le dispositif, ce qui permet une remise en question constructive. Le rapport abordera les questions de coordination statistique, de qualité des données, de diffusion, etc. Il sera ensuite partagé avec l'ensemble des acteurs du système statistique national, avec des recommandations spécifiques pour le gouvernement, l'INSD et les autres parties prenantes.

Un dernier mot ?

Un dernier mot pour remercier les autorités, notamment le Directeur Général de l'INSD, son adjoint, et tout le personnel pour leur accueil et les informations partagées. Cela a vraiment facilité notre travail d'évaluation, mené depuis lundi dernier sur cinq jours. Nous avons pu rencontrer les différentes structures du SSN. Cela nous a permis d'élaborer ce rapport contenant les principales conclusions et recommandations. Merci pour leur soutien, leur disponibilité et les informations transmises.

Mouonkoun DABIRE
Chargé de communication de l'INSD

DIFFUSION ET ARCHIVAGE DES DONNEES STATISTIQUES
l'INSTAT du Mali s'inspire de l'expérience du Burkina

Dans le cadre du renforcement des capacités en matière de gestion des données statistiques, une délégation de l'Institut national de la statistique (INSTAT) du Mali a effectué, du 10 au 11 juillet 2025, une visite d'échange à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso. Objectif : s'inspirer de l'expérience burkinabè en matière de diffusion et d'archivage des données.

(De gauche vers droite) Bernard BERE, DGA de l'INSD et Issa BOUARE, DGA l'INSTAT Mali

L'INSD a ouvert ses portes à une délégation de l'INSTAT du Mali venue s'enquérir des bonnes pratiques mises en œuvre par l'institution burkinabè en matière de diffusion et de conservation des données statistiques. La mission s'est déroulée en deux temps forts : des échanges techniques et des visites d'infrastructures.

Visite des appareils de scannage et de stockage.

Les journées de travail ont a été marquées par une série de présentations sur les outils, plateformes numériques et stratégies de communication adoptée par l'INSD pour rendre accessibles ses données statistiques. Ces échanges ont permis de mettre en lumière les mécanismes mis en place pour assurer la disponibilité, la fiabilité et la pérennité des données produites.

La délégation a, par ailleurs effectué une visite guidée des infrastructures techniques de l'INSD, notamment la salle serveur, le centre d'appel, la salle de numérisation et d'autres installations stratégiques. À l'issue de cette immersion, le Directeur général adjoint de l'INSTAT, Issa BOUARE, a salué la qualité des équipements et l'expertise de l'INSD, soulignant que ces acquis serviront à renforcer le dispositif de diffusion de son institution.

Son homologue burkinabè, Bernard BERE, Directeur général adjoint de l'INSD, s'est réjoui du choix porté sur l'INSD comme institution de référence dont l'expérience dans la diffusion des données fait cas d'école en Afrique.

Patrice SOME
Balkissa BOINA
Stagiaires en communication INSD

La délégation malienne décline les objectifs de sa mission.

Visite de la salle de lecture et de documentation.

Les journées de travail ont a été marquées par une série de présentations sur les outils, plateformes numériques et stratégies de communication adoptée par l'INSD pour rendre accessibles ses données statistiques.

Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes: www.insd.bf - www.cns.bf